



# MINISTÈRE DES ARMÉES

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Direction de la Maintenance Aéronautique (DMAé)

Sous-direction performance synthèse et relation forces (SDPF)

Structure Spécialisée d'Achat et de Mandatement n° 33.504 (SSAM n° 33504)

DÉTACHEMENT AIR 204 BEAUSÉJOUR

CS 21152

33068 BORDEAUX CÉDEX

France

### RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

**relatif à la procédure « MAPA » allotie n°20-23-388-389**

Établie en application du code de la commande publique du 1er avril 2019 issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

Marché sécurité défense : OUI ☐ NON ☒

Objet : Prestations de maintenance des équipements industriels du Groupement des Ateliers Techniques (GAT) du Détachement Air 204 de Mérignac Beauséjour	
DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES	<b>15 février 2021 à 15 heures</b>
DATE LIMITE DE TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS OU D'AJOUTS D'INFORMATIONS	<b>09 février 2021 (6 jours avant la date de dépôt)</b>
VISITE OBLIGATOIRE SUR SITE :	<b>Voir article 5 du présent document</b>

# TABLE DES MATIÈRES

<b>ARTICLE 1 - ACHETEUR .....</b>	<b>3</b>
1.1 - TYPE D'ACHETEUR PUBLIC .....	3
1.2 - NOM ET ADRESSE.....	3
1.3 - ACHETEUR .....	3
<b>ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
3.1 - TYPE DE PROCÉDURE DE PASSATION .....	4
3.2 - ALLOTISSEMENT .....	4
3.3 - FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	4
3.4 - DURÉE DU MARCHÉ.....	4
3.5 - LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	5
3.6 - MONTANT DES MARCHÉS.....	5
3.8 - MODALITÉS BUDGÉTAIRES ET DE PAIEMENT .....	5
3.8.1 <i>Nomenclature relative à la computation du besoin.....</i>	<i>5</i>
3.8.2 <i>Unité monétaire et paiement.....</i>	<i>5</i>
<b>ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS .....</b>	<b>5</b>
4.1 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) RELATIF AUX MARCHÉS 20-23-388-389 .....	5
4.2 - MODALITÉS DE RETRAIT DU DCE.....	6
4.3 - COMMUNICATION AVEC L'ACHETEUR PUBLIC .....	6
4.3.1 <i>Informations complémentaires.....</i>	<i>6</i>
4.3.2 <i>Modifications du dossier de consultation des entreprises (DCE).....</i>	<i>6</i>
<b>ARTICLE 5 - CONDITIONS DE PARTICIPATION.....</b>	<b>7</b>
5.1 VISITE SUR SITE.....	7
<b>ARTICLE 6 - COMPOSITION ET DEPOT DU PLI.....</b>	<b>8</b>
6.1 - COMPOSITION DU PLI .....	8
6.1.1 <i>Partie candidature.....</i>	<i>8</i>
6.1.2 <i>Partie offre (par lot visé) : .....</i>	<i>9</i>
6.2 - MODALITÉS DE REMISE DES PLIS .....	10
<b>ARTICLE 7 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8 - LANGUE POUVANT ETRE UTILISEE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 9 -EXAMEN DES PLIS.....</b>	<b>11</b>
9.2 - PRÉCISIONS CONCERNANT LES GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES .....	11
9.3 - EXAMEN DES OFFRES.....	12
9-3.1 - <i>Généralités.....</i>	<i>12</i>
9-3.2 - <i>Dispositions environnementales .....</i>	<i>12</i>
9-3.3 - <i>Variantes .....</i>	<i>12</i>
<b>ARTICLE 10 - CRITERES DE CHOIX DES OFFRES .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 11 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>14</b>
11.1- DOCUMENTS À FOURNIR (SI NON PRÉSENTS DANS LE PLI OFFRE) .....	14
11.2- SIGNATURE DU MARCHÉ.....	15
<b>ARTICLE 12 - RECOURS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS .....</b>	<b>15</b>
<b>ANNEXE AU RÈGLEMENT DE CONSULTATION RELATIF AUX MARCHÉS N° 20-23-388-389 .....</b>	<b>16</b>

## ARTICLE 1 - ACHETEUR

### 1.1 – Type d'acheteur public

État

Ministère des armées

Direction de la Maintenance Aéronautique (DMAé)

Sous-direction performance synthèse et relation forces (SDPF)

Structure spécialisée d'achat et de mandatement (SSAM) n° 33-504

Nom, prénom, qualité du signataire du marché public

Pour l'ingénieure générale hors classe de l'armement Monique LEGRAND-LARROCHE,  
directrice de la maintenance aéronautique

et par délégation,

le colonel Marc-Olivier CROSSONNEAU, directeur de la SSAM 33504 et représentant du  
pouvoir adjudicateur.

### 1.2 – Nom et adresse

Structure spécialisée d'achat et de mandatement n° 33-504 (SSAM 33-504)

DÉTACHEMENT AIR 204 BEAUSÉJOUR

CS 21152

33068 BORDEAUX CEDEX

### 1.3 – Acheteur

Mme LEMARCHAND Eléna

Téléphone : 05 57 53 66 02

Courriel : [da204-ssam33504-marches.ach.fct@intradef.gouv.fr](mailto:da204-ssam33504-marches.ach.fct@intradef.gouv.fr)

Interlocuteur PME-PMI

Téléphone : 05 57 53 64 85

## ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet des prestations de maintenance des  
équipements industriels du groupement des ateliers techniques (GAT) du détachement  
air 204 de Mérignac Beauséjour 33700.

Il s'agit d'un marché de service assujetti au Cahier des Clauses Générales des fournitures  
courantes et services (arrêté du 19/01/2009).

## ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 3.1 – Type de procédure de passation

Ce marché de services est lancé selon la procédure adaptée, conformément aux articles L2123-1-1° et R2123-1-1° du code de la commande publique (CCP) du 1er avril 2019 issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, l'estimation de la valeur du besoin étant inférieure aux seuils européens.

Comme prévu à l'article R2123-5 du CCP, l'acheteur a la possibilité de négocier ou d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales, sans négociation.

De ce fait, il demande aux soumissionnaires de proposer leurs meilleures offres.

Si la décision de négocier est retenue, les échanges se dérouleront sur rendez-vous et/ou par téléphone et courriel avec l'ensemble des candidats, en tunnel.

Après validation technique des offres (avec ou sans négociation et régularisation éventuelle), la SSAM 33-504 classe les offres conformes, selon les critères pondérés de l'article 10 du présent règlement de consultation.

### 3.2 – Allotissement (Cf. L2113-10)

La procédure comprend deux lots :

Lot n° 1 - marché 20-23-388 : « Prestations de maintenance préventive et corrective de compresseurs d'air »

Lot n° 2 - marché 20-23-389 : « Prestations de maintenance des machines-outils et d'autres équipement industriels ainsi que la fourniture de pièces de rechanges destinées à la maintenance corrective réalisée en régie. »

Conformément à l'article R2113-1 du code de la commande publique :

Les candidats disposent de la possibilité de présenter une offre pour un lot ou l'ensemble de lots.

Les candidats ne sont pas admis à présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

### 3.3 – Forme du marché

Les présents marchés sont des accords-cadres mono attributaires conformément au 1° de l'article L2125-1 et au deuxième alinéa de l'article R2162-2, du code de la commande publique. Ils s'exécutent par l'émission de bons de commande successifs dans les conditions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique

### 3.4 – Durée du marché

Les présents marchés sont conclus pour :

- Une première période d'un (1) an reconductible 3 fois par tacite reconduction. Dans le cas où le pouvoir adjudicateur ne souhaiterait pas

proroger le marché à la fin d'une période, il notifie cette décision au titulaire au plus tard trois (3) mois, avant sa date d'échéance.

La période de fermeture annuelle sera neutralisée, dans la limite de 30 jours, dans la mesure où le titulaire indique la période considérée au point 6.5 de l'acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (AE-CCP) relatif à chaque lot.

### 3.5 - Lieu d'exécution des prestations

#### **Détachement air 204**

Rue de Beauséjour  
33700 Mérignac

### 3.6 – Montant des marchés

- **SUR LA DURÉE GLOBALE**

Lot 1 ➤ Sans minimum, Montant maximum : 75 000 € HT 90 000 € TTC

Lot 2 ➤ Sans minimum, Montant maximum : 63 000 € HT 75 600 € TTC

### 3.8 – Modalités budgétaires et de paiement

#### *3.8.1 Nomenclature relative à la computation du besoin*

CPV: 50532000-3 Services de réparation et d'entretien de machines et d'appareils électriques et de matériel connexe

Code produit : 37.02.10 Maintenance équipements industriels

#### *3.8.2 Unité monétaire et paiement*

- unité monétaire euro ;

- virement bancaire, financement sur crédits budgétaires.

#### **Avance :**

Les marchés ne prévoient pas d'avance

#### **Acompte :**

Les conditions des articles L2191-4 et R2191-20 à 22 du code de la commande publique s'appliquent.

## **ARTICLE 4 – INFORMATION DES CANDIDATS**

### 4.1 – Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE) relatif aux marchés 20-23-388-389

- présent règlement particulier de la consultation, son annexe,
- les cahiers des clauses particulières (AE-CCP) relatifs à chaque lot
- l'annexe technico-financière de l'AE-CCP 20-23-388,

- annexe technico-financière de l'AE-CCP 20-23-389,
- imprimés DC1, DC2 et DC4 pré renseignés,
- DUME pré renseigné,
- cahier des clauses administratives générales / fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) à consulter sur le site internet indiqué ci-dessous :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020407115&dateTexte=&categorieLien=id>

- [PLACE Guide Utilisateur général Entreprise](#)
- [Guide dématérialisation marchés publics pour opérateurs économiques](#)

#### 4.2 – Modalités de retrait du DCE

Les documents du DCE sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la Plateforme des AChats de l'Etat (PLACE) [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Les modalités d'utilisation de la PLACE sont expliquées dans le guide utilisateur général Entreprise.

#### 4.3 - Communication avec l'acheteur public

Les communications avec les candidats, tout le long de la procédure, s'effectuent via la PLACE.

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, le candidat devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises. L'administration ne peut être tenue responsable des conséquences résultant de difficultés rencontrées dans ce domaine.

NOTA : Il est également impératif d'être enregistré sur la PLACE, afin de recevoir (sur l'adresse courriel fournie par le candidat lors de cet enregistrement), les éventuels compléments d'informations et/ou modifications liés à la présente consultation.

##### 4.3.1 Informations complémentaires

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats pourront adresser leurs questions aux coordonnées indiquées ci-dessus et/ou par le biais de la messagerie de la consultation accessible sur la PLACE.

**Les réponses apportées par l'acheteur** pourront selon leurs importances soit :

- être ajoutées en tant que compléments d'information ce qui génère automatiquement l'envoi d'un courriel aux candidats inscrits sur la consultation,
- transmises par courriel ou par le biais de la messagerie PLACE.

Au plus tard, **6 jours avant la date limite de réception des offres.**

##### 4.3.2 Modifications du dossier de consultation des entreprises (DCE)

**L'administration se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des renseignements complémentaires non substantiels au DCE.**

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Dans le cas, où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse, où la date de remise des offres initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des offres dans le délai imparti, cette date sera reportée par l'acheteur.

Par ailleurs, si la date limite de dépôt des offres est reportée (compte tenu des modifications apportées dans le DCE), les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis.

C'est pourquoi, il est fortement recommandé aux candidats de s'inscrire au niveau de la consultation disponible sur le profil d'acheteur de la PLACE.

## **ARTICLE 5 – CONDITIONS DE PARTICIPATION**

### **5.1 Visite sur site**

Afin de permettre à tout candidat d'évaluer et de chiffrer le plus justement possible les prestations à fournir, et, notamment, estimer la remise à niveau des installations, l'administration organise sur le site du Détachement Air 204, rue de Beauséjour à Mérignac (Gironde) une présentation des équipements à maintenir.

**La présence à cette visite est obligatoire.**

**A l'issue de la visite et, sans bouleverser l'économie des marchés, d'autres types de matériels peuvent éventuellement être intégrés dans ces derniers.**

**Elle est dirigée par le responsable de l'atelier SEIS et aura lieu sur rendez-vous :**

**Pendant la période du 18 janvier au 5 février 2021 inclus**

L'administration autorise la prise de vues, et toute opération permettant d'analyser la nature du besoin pour effectuer le chiffrage des prestations et, notamment, le chiffrage de la prestation de remise à niveau des matériels qui sera effectuée lors de la première maintenance préventive.

A l'issue de la visite, les candidats pourront, s'ils le souhaitent, poser des questions précises, par écrit.

Les réponses écrites seront transmises à tous les candidats, dans le respect du secret en matière industrielle et commerciale, conformément à l'article [L2132-1](#) du code de la commande publique.

\*\*\*

Une « attestation préalable de prévention » sera établie avant chaque visite. Ces documents seront envoyés aux candidats lors de la prise de rendez-vous. Ils devront impérativement être renseignés et signés, puis déposés le jour de la visite au bureau maîtrise des risques (BMR).

Merci de prendre rendez-vous, au plus tard **72** avant la visite, auprès du bureau des marchés de la S.S.A.M. 33.504 via la messagerie PLACE, comme décrit dans l'article 4.3 ci-dessus.



**Les candidats devront être munis d'une pièce d'identité en cours de validité pour le retrait d'un laissez-passer nécessaire à l'accès sur le site.**

Données complémentaires pour permettre aux candidats de se rendre sur le lieu de la visite : Depuis la rocade A 630, sortie N°12, suivre l'avenue François Mitterrand direction Bordeaux, après le 5ème rond-point tourner à gauche au premier feu tricolore.  
Coordonnées GPS : 00°37'42" Ouest 44°49'37" Nord

## **ARTICLE 6 – COMPOSITION ET DEPOT DU PLI**

### **6.1 - Composition du pli**

Pour chaque lot, le pli doit comprendre :

#### **6.1.1 Partie candidature**

Les soumissionnaires disposent de deux modalités pour présenter leur candidature (en choisir une des deux) :

##### **1) Au travers des formulaires**

- ✓ **DC1** (Lettre de candidature - Désignation du mandataire par ses cotraitants)
- ✓ **DC2** (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement)

dûment complétés, datés et accompagnés des documents sollicités et éventuellement de tout autre document complémentaire. Ces formulaires sont fournis dans le dossier de consultation des entreprises et pré renseignés.

Si l'acheteur constate que des pièces ou informations dont la production était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes (Cf. parties F pour le DC1 et parties D à I pour le DC2), il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

Les candidats concernés par cette demande devront produire ou compléter leurs pièces dans le délai qui leur aura été imparti, sous peine de voir leur candidature rejetée.

Toutefois, ils peuvent aussi indiquer sur les DC1 et DC2 que les documents sollicités sont disponibles au travers **de dispositifs particuliers** :

- ✓ des dispositions comme défini à l'article R2343-14 du Code de la Commande Publique :
- ✓ le coffre-fort PLACE,
- ✓ des accès directs disponibles sur le profil acheteur PLACE comme défini par l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

##### **2) Au travers du document auto-déclaratif unique de marché européen (DUME)**

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr> (voir le guide de la dématérialisation des marchés publics pour les opérateurs économiques, rubrique E 108 comment utiliser le « service DUME », page 38), formulaire par lequel les entreprises candidates à un marché public déclarent leurs capacités et leur aptitude pour participer à une procédure de marché public. Cette auto-déclaration permet aux opérateurs économiques candidats de prouver :



- ✓ qu'ils ne se trouvent pas dans l'une des situations pour lesquelles ils doivent ou pourraient être exclus de la procédure,
- ✓ et qu'ils satisfont aux critères d'exclusion et de sélection applicables.

Certains justificatifs sollicités (documents sociaux et fiscaux et les certificats relatifs exigés pour l'exécution de marché) au travers des DC1 et DUME devront être obligatoirement fournis par le soumissionnaire désigné attributaire.

#### 6.1.2 Partie offre **(par lot visé)** :

**L'absence des documents des points 1 et 2 cités infra entrainera l'élimination de l'offre considérée (sans régularisation possible dans ce cas).**

Elle se compose de :

1. L'annexe financière de l'acte d'engagement dûment renseignée, exploitable sous Excel, le document original est présent dans le pli ;

L'annexe comprend 3 onglets :

- L'onglet 1 : « Maintenance préventive » où le candidat renseigne le prix forfaitaire de la maintenance préventive annuelle et le forfait de la remise à niveau.
- L'onglet 2 : « Maintenance corrective » où le candidat renseigne le prix de la main d'œuvre et ses frais de déplacement/hébergement/restauration.
- L'onglet 3 « Pièces détachées, consommables, taux de marge ou de marque » = le candidat liste, définit (fabricant/référence) et chiffre les principales pièces détachées et consommables utilisés au titre des prestations de maintenance préventive et corrective et commandées sur bons de commande dans le cadre des interventions en régie (lot 2 uniquement).

Dans les cas où d'autres pièces de rechange et consommables s'avéreraient nécessaires au cours du marché, le titulaire les propose sur devis.

Afin de s'assurer de la détermination de leur prix, il indique le taux de marge ou de marque appliqué sur le prix d'achat des pièces fournies (dans le cadre des prestations de maintenance) ou commandées ; l'administration vérifiera le prix d'achat au vu d'une facture d'approvisionnement ou d'un document certifié par le titulaire). Dans le cas de plusieurs taux de marge ou de marque, il précise les familles de produits de chaque marge ou de marque.

Les prix indiqués devront être conformes à l'article 14 du cahier des clauses administratives particulières.

2. Un mémoire technique dans lequel le candidat s'engage à réaliser les prestations telles que demandées dans l'AE-CCP du lot considéré et explicite les éléments listés ci-dessous :

- Objet du projet et compréhension du besoin
- Présentation de l'entreprise
- Organisation technique (les moyens humains et techniques mis en œuvre dans le cadre du marché) et la présentation des habilitations, formations et expérience de travail dans le domaine de la maintenance des matériels

objet du marché : le candidat doit démontrer au travers de ce chapitre que ses moyens (techniques et humains) et son expérience dans le domaine objet du marché assureront les services attendus

- Détailler avec précisions le plan d'action afin d'assurer les prestations de maintenance :
  - Préciser si des parties de prestations seront sous-traitées, présenter le ou les le sous-traitant(s) éventuels
  - Détailler le contenu et le déroulement (prévoir éventuellement un planning annuel type avec des délais plafonds) de la maintenance préventive par matériel
- Préciser les délais de réalisation de la maintenance corrective au vu des délais maxima exigés par l'administration
- Formalisme des livrables (rapport d'intervention) et documents (devis type des prestations de maintenance corrective) fournis à l'issue des prestations.
- Présentation de ses filières de valorisation ou d'élimination des déchets issus du marché pour validation par l'administration.
- Engagement du soumissionnaire (et de ses sous-traitants éventuels) en termes de confidentialité, de protection des données.

Ces éléments serviront à évaluer l'organisation du candidat dans le cadre de ce marché (critère n°2).

3. Toute documentation utile pour appuyer l'offre ;
4. L'attestation de visite du site.

## 6.2 - Modalités de remise des plis

**La transmission de l'offre s'effectue obligatoirement par voie électronique (avec ou sans signature électronique)** indépendamment de la mise en place d'une copie de sauvegarde.

**Les modalités de transmission** à prendre en compte et à respecter sous peine d'élimination sont détaillées **dans l'annexe du règlement de consultation.**

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

**La transmission des offres par télécopie est interdite.**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées en page de garde.

**Attention, aucune signature n'est requise pour le dépôt de l'offre. Seul l'attributaire signera (électroniquement de préférence) l'acte d'engagement du marché (AE-CCP), sur demande de l'administration, avant la notification.**

Aussi, tout candidat a la possibilité de déposer une offre électronique même s'il ne dispose pas de la signature électronique.

Le nom de la personne figurant sur ces documents contractuels devra avoir le pouvoir d'engager la société si elle devient l'attributaire du marché.

#### **ARTICLE 7 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

120 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

#### **ARTICLE 8 - LANGUE POUVANT ETRE UTILISEE**

FRANCAISE. Tout document dans une autre langue doit faire l'objet d'une traduction reconnue par un organisme assermenté.

#### **ARTICLE 9 –EXAMEN DES PLIS**

##### **9.1 Exigences relatives à l'examen de la candidature (application des articles L2141-2 à 5 et L2141-7 à 11 du Code de la Commande Publique)**

*L'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures, comme défini à l'article R2161-4 du code de la commande publique. Dans ce cas, seul le dossier de candidature de l'attributaire sera étudié. Si sa candidature se révélait irrecevable, le candidat classé en deuxième position deviendrait attributaire et ainsi de suite, éventuellement au vu de l'examen de chaque dossier candidature.*

Enfin, les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché sont éliminées. L'appréciation des capacités professionnelles techniques et financières d'un groupement est globale.

##### **9.2 – Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques**

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

La forme du groupement n'est pas imposée.

En revanche, si le groupement est conjoint, ou dans tous les cas, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements

attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières au moyen d'un DC1 et DC2 ou équivalents, dûment remplis, datés.

L'appréciation des capacités du groupement est globale.

### 9.3 – Examen des offres

Préambule : Si une offre ne respecte pas les exigences décrites ci-après, elle sera déclarée irrégulière. L'acheteur se laisse la possibilité de régulariser les offres irrégulières selon les conditions définies à l'article [R2152-2](#) comme suit : « Dans toutes les procédures, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles »

#### 9-3.1 – Généralités

Conformément à l'article, [R2161-4](#) du code de la commande publique l'administration se réserve le droit d'étudier les offres avant les candidatures.

#### 9-3.2 – Dispositions environnementales

Comme prévu à l'article [L2111-1](#) du code de la commande publique, le présent marché intègre des dispositions environnementales ( cf. Art. 17 de l'AE-CCP relatif à chaque lot).

Par ailleurs, les candidats doivent s'assurer qu'ils pourront respecter pendant toute la durée du marché les clauses d'exécution du marché détaillées dans l'AE-CCP relatif à chaque lot.

Les offres doivent correspondre aux besoins détaillés à l'AE-CCP relatif à chaque lot.

#### 9-3.3 – Variantes

Cf. à l'article [R2151-8-2°](#) du code de la commande publique les variantes sont interdites

## ARTICLE 10 - CRITERES DE CHOIX DES OFFRES

Les critères de choix sont établis en conformité avec les articles [L2152-7 à 8](#), [R2152-7-2°](#) et [R2152-11](#) du code de la commande publique.

Toutes les offres régulières, acceptables et appropriées seront jugées lot par lot au vu des critères définis ci-dessus :

CRITERES	SOUS CRITERES	PONDERATION
<b>1. LE PRIX</b>	Prix forfaitaire de remise à niveau	70 %
	Prix de 4 maintenances préventives annuelles	
	4 interventions annuelles au titre de la maintenance corrective sur 1 journée (frais de déplacement, hébergement et restauration inclus)	
<b>2. Organisation du candidat dans le cadre du marché (jugé à partir des éléments du mémoire technique du candidat)</b>	Organisation des moyens techniques et humains (description des matériels, désignation nominative de la personne référente du marché et des intervenants avec leurs habilitations, formations, expériences)	30 %
	Plan d'action dans le cadre de la maintenance préventive	
	Délais d'intervention dans le cadre de la maintenance corrective	
	Formalisme du rapport d'intervention et du devis type de maintenance corrective	

Méthode de notation :

📌 Critère 1 « LE PRIX » (70%) :

Note sur 10 du candidat X =  $\frac{(\text{montant de l'offre* la plus basse}) \times 10}{(\text{montant de l'offre* proposée par le candidat X})}$

\*Montant de l'offre correspondant à l'addition des 3 sous-critères prix indiqués dans le tableau supra.

La note obtenue pour chaque candidat sera multipliée par le pourcentage de la pondération (70%), ainsi, la note maximale pour le critère prix est 7.

📌 Critère 2 « L'organisation du candidat dans le cadre du marché » (30%) :

Méthode de notation :

Critère	Sous-critères	Proposition du candidat	Valeur par sous critère	Total maxi pour le critère	Note finale maximum : nombre de points obtenus X 30%
Organisation du candidat dans le cadre du marché	Moyens techniques et humains dédiés et expériences sur l'objet du marché assurant les services attendues	démonstration excellente très documentée de façon très détaillée	4	10	3
		démonstration avec preuves probantes	3		
		démonstration succincte sans preuve probante	2		
		aucune démonstration	0		
	Plan d'action dans le cadre de la maintenance préventive	descriptif détaillé et précis	2		
		descriptif succinct	1		
		descriptif absent	0		
	Délais d'intervention dans le cadre de la maintenance corrective	Délais inférieurs par rapport au stade intermédiaire	2		
		1) Établissement d'un devis sous 24 heures ouvrées 2) Intervention sous 3 jours ouvrés à compter d'une validation d'un devis	1		
		respecte les délais exigés	0		
	Formalisme du rapport d'intervention et du devis type de maintenance corrective	Modèles détaillées et très lisibles	2		
		Modèles succincts peu lisibles	1		
		Aucun modèle présenté	0		

La note obtenue pour chaque candidat sera multipliée par le pourcentage de la pondération (30%), ainsi, la note maximale pour le critère n°2 est 3.

Après l'addition de notes pondérées, chaque candidat obtiendra une note générale sur 10 et le classement final par lot sera établi.

Le pouvoir adjudicateur choisira d'attribuer chaque marché au candidat classé en première position.

## ARTICLE 11 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

### 11.1– Documents à fournir (si non présents dans le pli offre)

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir dans un délai fixé, dans le courriel l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'Urssaf et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public (si non fournis selon les modalités explicitées à l'article 6.1.1 du présent document),

La situation de l'entreprise est appréciée au dernier jour du mois qui précède la demande.



## 11.2– Signature du marché

Le marché est signé, de préférence électroniquement, par le soumissionnaire retenu au moyen de de l'AE-CCP qui lui est adressé par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) avant la notification du marché.

La signature électronique doit être conforme aux dispositions des articles 2 et 3 de [l'arrêté du 22 mars 2019\\* relatif à la signature électronique](#) dans les marchés publics accessible sur le site [legifrance.gouv.fr](http://legifrance.gouv.fr)

## ARTICLE 12 – RECOURS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS

Les candidats se reporteront au point II de l'annexe du règlement de consultation.

A Neugroc, le 23/11/2020

Pour l'IGHCA Monique Legrand-Larroche  
directrice de la maintenance aéronautique  
et par délégation  
le colonel Marc-Olivier CROSSONNEAU



## **I - MODALITÉS DE REMISE DES PLIS**

Conformément à l'article [R2132-7](#) du **CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**, toutes les communications et tous les échanges d'informations concernant cette procédure ont lieu par voie électronique via la Plate-forme des achats (PLACE) accessible depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Conformément à la réglementation des marchés publics du 1<sup>er</sup> avril 2019, **seule la signature de l'attributaire d'un marché est requise sur l'acte d'engagement ou l'AE-CCP.**

Aussi, le soumissionnaire réalise un dépôt électronique de son offre **sans signature électronique**. Les documents transmis doivent être compressés.

L'administration demandera à l'attributaire, avant la notification du marché, de compléter l'acte d'engagement du marché (AE-CCP) d'y apposer sa signature électronique, et de le faire parvenir à l'administration via La PLACE, sous délai imposé.

### **Autres informations et exigences**

1. Pour être informé des échanges avec l'Administration, le candidat doit vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises. L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.
2. Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des plis (candidatures et offres) doivent être choisis dans un format largement disponible: .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html. L'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus. Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que : Formats exécutables, Macros, ActiveX, Applets, scripts, etc...
3. Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt. L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Il en sera de même pour une réponse incomplète. En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.
4. Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu

et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

5. Les opérateurs économiques ont la possibilité de remettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-ROM, clé USB) dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Le pli scellé doit impérativement et de manière lisible comporter la mention « *copie de sauvegarde* ». La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du [du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde](#). Le candidat envoie sa copie de sauvegarde à l'adresse postale suivante : Détachement air 204 Beauséjour SSAM 33-504 - Section des marchés CS 21152 33068 Bordeaux Cedex ou la dépose en main propre contre récépissé à : Détachement Air 204, rue de Beauséjour, 33700 Mérignac.
6. En cas de difficultés sur la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise à la disposition des entreprises au 01.76.64.74.07. Un service d'assistance en ligne est disponible depuis le lien suivant Assistance ou via la languette Assistance (sur la droite de l'écran : fonction uniquement accessible si vous avez un compte et que vous êtes connecté).

## **II – RECOURS OU LE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF RELATIF À LA PASSATION D'UN MARCHÉ ET LA COMPÉTENCE DES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES**

### **II.1– Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal administratif de Bordeaux

9 Rue Tastet

CS 21490

33063 Bordeaux Cedex

Téléphone : 05.56.99.38.00

Télécopie : 05.56.24.39.03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

<http://bordeaux.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>

### **II.2– Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours**

Tribunal administratif de Bordeaux, voir adresse ci-dessus.

Renseignements sans interruption du lundi au vendredi de 9h00 à 16h00

Tél : 05-56-99-38-00 - Fax : 05-56-24-39-03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

### **II.3– Service saisi pour un recours amiable ou une conciliation**

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Bordeaux.

DRJSCS Aquitaine

CCIRA de Bordeaux

Esplanade Rodesse

103 bis, rue Belleville

BP 952

33063 BORDEAUX Cedex

Tél. : 05.57.01.97.51 ou Tél : 05.57.01.97.50

<https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges>